Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 36 (1944)
Heft: 3

Artikel: Conjonctions économiques 1913-1943
Autor: Huber, J.
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-384379

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

à prévenir le chômage et se contentent de le diminuer après coup; mais avec quel succès? Cela dépend de l'état de préparation et de l'importance des projets de création de possibilités de travail.

En conséquence, les organisations syndicales doivent suivre avec la plus grande attention les efforts déployés par les autorités dans ce domaine et, surtout, le problème du financement. En outre, le syndicalisme doit s'appliquer à répandre l'idée de *l'économie dirigée.* Comme d'autres idées, elle sera tout d'abord combattue, réputée inapplicable, tournée en ridicule. Mais elle finira par s'imposer. En effet, l'activité économique a atteint un tel degré de complexité que seules des mesures relevant du planisme peuvent assurer son fonctionnement normal et garantir l'emploi total.

Conjonctions économiques 1913—1943.

Par *J. Huber,* Berne.

1. Généralités.

De même que la montre n'indique l'heure exacte que si les multiples rouages de son mouvement sont bien ajustés, de même le système économique ne fonctionne harmonieusement que si le jeu des divers facteurs est bien coordonné. Si l'un des rouages tourne trop vite ou trop lentement, la montre ne remplit plus son office et doit être réglée ou même réparée. Et si l'un des éléments qui la composent se développe au détriment des autres, l'économie doit être réglée elle aussi. Les graphiques que nous reproduisons ici, bien qu'ils ne représentent le mouvement que de quelques-uns des facteurs les plus importants, suffisent cependant à montrer la complexité du mécanisme économique.

En vérité, les «horlogers» de l'économie n'ont pas la tâche facile!

L'humanité a passé progressivement de l'existence primitive de Robinson et du troc au commerce mondial. Le développement des moyens de transport — qui diminue sans cesse les distances —, la division toujours plus poussée du travail, la rationalisation croissante du progrès économique, autant de progrès qui doivent acculer fatalement au chaos chaque nation et même la communauté des nations (comme la nouvelle guerre le démontre tragiquement) si l'on néglige de réglementer les fonctions économiques selon un plan étudié d'avance et par des interventions partant d'un poste centralisant les leviers de commande.

*

Cette étude a pour objet de donner au lecteur le sentiment de la complexité et de l'immensité de la tâche qui attend les hommes qui ont la responsabilité sur le plan économique, de convaincre ce lecteur que la méthode du laisser faire, laisser aller est désormais dépassée et qu'une direction ayant en vue le bien commun est de plus en plus nécessaire pour prévenir les injustices économiques et sociales, qui ne peuvent, nous ne le savons que trop, qu'engendrer de nouvelles guerres.

Il faut cependant se garder de mal interpréter ces graphiques: leur enseignement essentiel ne réside pas dans les chiffres atteints successivement par les courbes, mais par les fluctuations de celles-ci, dans leur évolution dans le temps et dans leurs rapports les unes avec les autres. Ici également, nous ne pouvons indiquer que les principales des relations de cause à effet; des comparaisons plus détaillées rompraient le cadre d'un article.

2. *Le chômage.*

Le chômage est un baromètre de l'activité de l'industrie, du commerce et des arts et métiers. Notre graphique reproduit trois stades principaux: la crise de 1920—1924, la période de haute conjoncture 1924—1930, puis l'évolution de la seconde crise mondiale de 1930 à 1940.

Comme on le sait, le chômage est en relation directe avec les fluctuations de la valeur de nos exportations. Sur les 1,3 millions de personnes occupées dans les diverses activités économiques (sans l'agriculture), les ouvriers qui travaillent essentiellement pour l'exportation atteignent le chiffre de 150,000 environ ou 11,5%.

Le point culminant de la première crise a été marqué par un effectif de 67,000 chômeurs. De 1920 à 1922, les exportations étaient tombées de 3277 à 1762 millions de francs. La seconde crise atteint son intensité maximum en 1936: 100,000 salariés en moyenne étaient sans emploi (124,000 à la fin de janvier). C'est en 1932 que la valeur des exportations a été la plus faible (802 millions de francs); elle n'a recommencé d'augmenter de manière sensible qu'à partir de 1935. L'ampleur du chômage s'inscrivait à 5% par rapport aux deux millions de personnes actives et à 2,5% en regard du nombre global d'habitants. Aux Etats-Unis, en revanche, 14 millions de salariés, soit le 28% de la population active, étaient chômeurs en 1933.

Pendant la période de conjoncture 1924—1930, le nombre des sans-travail a oscillé entre 8000 et 15,000 et la valeur des exportations entre 1762 et 2133 millions de francs (deux milliards en moyenne). On pourrait être tenté de dire que les exportations totalisant deux milliards de francs indiquent une situation saine sur le marché du travail. Une telle conclusion ne serait que relative; en effet si, en 1930, les ventes à l'étranger ont été égales au chiffre de 1922, le nombre des chômeurs n'était que de 13,000 contre

67,000. Cet exemple démontre la valeur relative des chiffres qui commandent le tracé des courbes. Pendant la période antérieure à 1922, l'exportation a été extraordinairement élevée; cédant à l'illusion que la demande se maintiendrait au même niveau, l'industrie a produit, semble-t-il, sans mesure; elle disposait de stocks suffisants pour assurer l'exportation; en revanche, devant la diminution des commandes, elle n'a pas osé maintenir le rythme de la production, et de nombreux travailleurs ont été licenciés.

Le recul du chômage après 1936 a été la conséquence attendue de la dévaluation. Les causes du redressement qui a suivi la première période de marasme économique ne sont donc pas les mêmes que celles qui ont provoqué la disparition progressive de la seconde crise (qui n'était pas encore entièrement liquidée en 1940). A ce moment, son aspect s'était modifié: les nombreux chômeurs qui touchaient encore des secours au début de la guerre avaient été mobilisés; la crise avait évolué et s'était transformée en crise du ravitaillement en matières premières et en denrées alimentaires.

3. Les exportations.

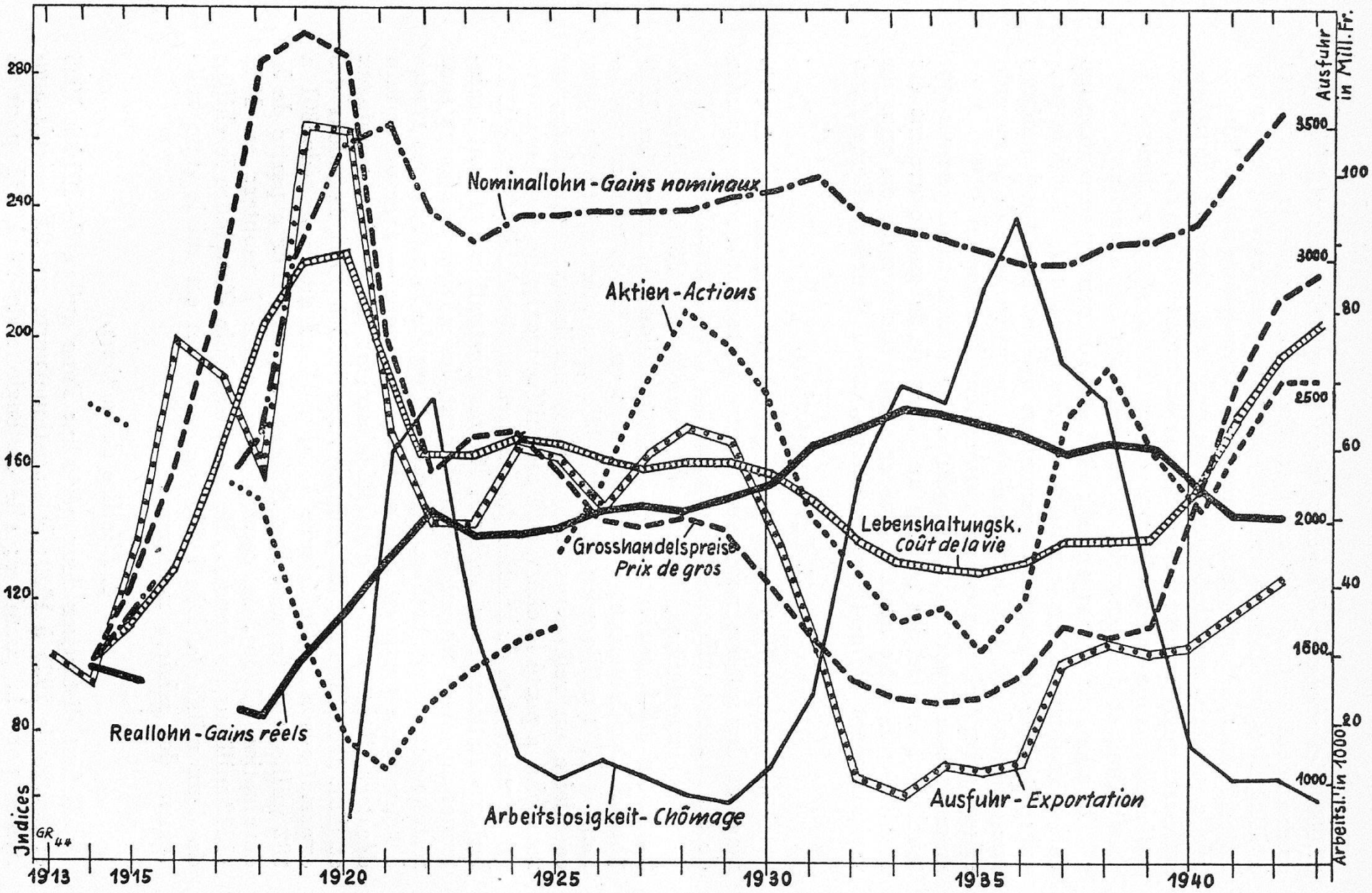
Une comparaison entre les courbes des exportations, du chômage et des salaires nominaux montre nettement que le premier de ces facteurs influence l'évolution des deux autres.

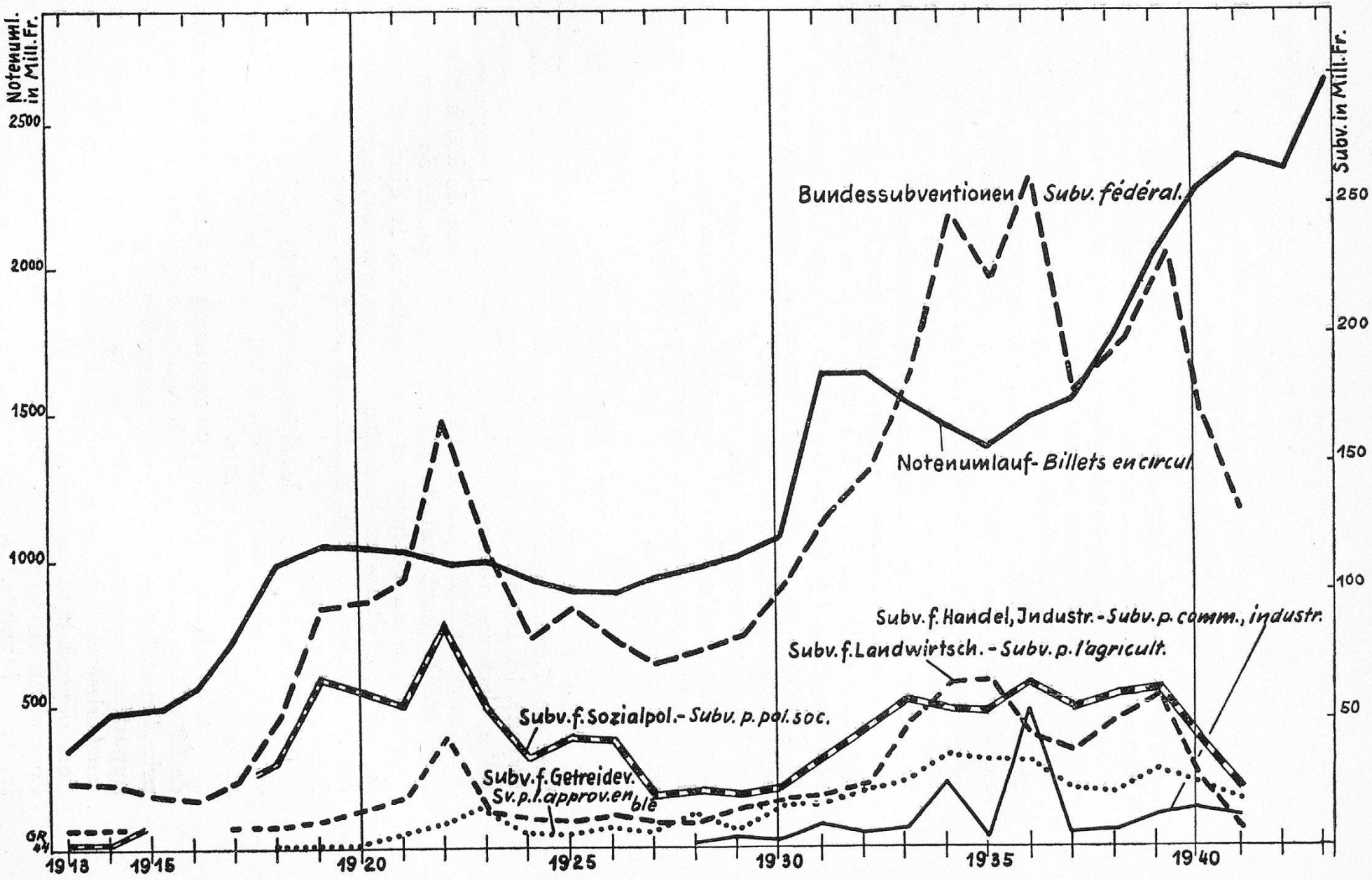
Les exportations, qui ne dépassaient pas 1376 millions de francs en 1913, avaient passé à 3298 millions de francs en 1919 pour fléchir lentement à 3277 millions en 1920 et tomber rapidement à 1762 millions en 1922 et 1923. Leur augmentation a pour corollaire un relèvement des salaires nominaux; leur chute, en revanche, a porté le chômage à un chiffre maximum tout en provoquant une baisse de l'indice des salaires nominaux. De 1922 à 1930, les exportations, avec quelques légères fluctuations, se sont maintenues au même niveau; parallèlement, les salaires nominaux sont restés relativement stables. La diminution de la valeur des ventes à l'étranger à partir de 1929 a été accompagnée — avec un certain décalage, il est vrai — d'un fléchissement des salaires nominaux et d'un accroissement du chômage. De 1932 à 1936, la valeur des exportations a été inférieure à un milliard de francs (de 801 à 882 millions de francs). Dès 1935 et en particulier à partir de la dévaluation (1936), la courbe recommence à monter; en 1942 (1572 millions de francs), elle est encore loin d'atteindre le chiffre de deux milliards. Dès 1937, son ascension est suivie d'un relèvement des salaires nominaux.

4. L'indice des actions.

Il faut distinguer deux périodes: l'une qui va de 1914 à 1925 et l'autre de 1925 à 1942; la statistique porte sur 21 sociétés anonymes pour la première; elle en englobe de 98 à 111 pour la seconde.

Conjonctions économiques 1913—1943




Notenuml. in Mill. Fr.
2500
2000
1500
1000
500
Subv. in Mill. Fr.
250
200
150
100
50
Bundessubventionen / Subv. fédéral.
Notenumlauf - Billets en circul.
Subv. f. Handel, Industr. - Subv. p. comm., industr.
Subv. f. Landwirtsch. - Subv. p. l'agricult.
Subv. f. Sozialpol. - Subv. p. pol. soc.
Subv. f. Getreidev.
Sv. p. l. approv. en blé
1913
1915
1920
1925
1930
1935
1940

L'indice des actions est une sorte de sismographe extrêmement sensible; il enregistre, si faibles et lointaines qu'elles soient encore, les premières secousses annonciatrices des crises.

De 1914 à 1920, l'indice des actions tombe de 179 à 76 points, et cela bien que les exportations de 1919 et 1920 représentent un maximum. La première crise éclate en 1920. De 1921 à 1923, la courbe se redresse lentement de 69 à 99 points, mais reste sensiblement au-dessous du chiffre de 1914. L'indice monte en flèche à partir de 1925 pour atteindre son point le plus élevé (208) en 1928. Il recommence à baisser à partir de ce moment, c'est-à-dire deux ans avant la seconde crise, pour s'établir à 101 en 1932. Cette année-là, le nombre des chômeurs, qui augmentait progressivement, ne dépassait pas 55,000. Quant à la descente de la courbe des exportations, elle ne commence pas en 1928, mais l'année suivante seulement. En 1935, alors que le chômage continue de s'amplifier, la courbe des actions se redresse pour atteindre 189 points en 1938, tandis que le chômage — alors en diminution — frappe encore 66,000 travailleurs. De 1938 à 1940, l'indice des actions baisse de nouveau, ce qui peut être attribué avant tout à la guerre. A partir de 1940, les exportations augmentent et entraînent l'indice des actions, qui s'établit à 187 en 1942.

D'une manière générale, on peut dire que la chute puis la montée de l'indice des actions précède toujours l'accroissement puis la régression du chômage. La bourse réagit effectivement comme un bon sismographe.

5. Le coût de la vie.

Nous n'avons tenu compte que des indices de groupes à la base de l'indice général: alimentation, éclairage et combustibles (savon), habillement et loyer. Les impôts, les dépenses dites culturelles (lectures, voyages, loisirs, etc.) ne sont pas comprises dans l'indice général. De juin 1914 à 1918, il a passé de 100 à 204 pour atteindre le maximum de 224 en 1920. A partir de ce moment, l'aggravation du chômage et son corollaire, la diminution de la liquidité monétaire et de l'offre d'argent, provoquèrent une baisse des prix. Jusqu'en 1930, l'indice du coût de la vie a oscillé entre 158 et 169 points.

La nouvelle vague de chômage de 1930 a été accompagnée d'un nouveau fléchissement des prix; en 1935, l'indice s'établit à un minimum de 128 points.

La dévaluation de 1936, en ramenant la valeur du franc suisse de 290,32 mg. d'or fin à 202,5 mg., provoqua un abaissement des prix d'exportation de 30%; en revanche, le prix des marchandises importées augmenta de 43%, ce qui eut pour conséquence un renchérissement de toutes les marchandises suisses dont la production dépendait directement ou indirectement des importations. Cependant, la montée de l'indice enregistrée de 1936 à 1937 se limita à 7 points. La déclaration de la guerre, en particulier le

renchérissement des frais de transport, déclencha une montée en flèche du coût de la vie, qui passa à 193 points en 1942 (24 points au-dessus du niveau de 1924, au début de la conjoncture) et à 203 en 1943.

Si le renchérissement n'est pas aussi massif que pendant le conflit précédent, c'est parce que les «horlogers» du contrôle des prix sont parvenus à régler plus efficacement le mécanisme en manipulant avec habileté cet instrument: la puissance de l'Etat.

6. Les prix du commerce de gros.

L'indice est calculé en tenant compte des prix du lait, du bétail, des céréales, du sucre, du malte, des fèves de cacao, des matériaux de construction, des métaux, des textiles, du caoutchouc, du cuir, des produits chimiques, des matières auxiliaires, des fourrages et des engrais.

L'indice commence à monter très rapidement dès 1914 (100) pour atteindre le chiffre maximum de 300 points en 1919, dépassant de loin le niveau de tous les autres indices. Pour cette branche, ces années ont donc été une période de haute conjoncture, tempérée il est vrai par les gros frais d'importation.

La courbe baisse très vite dès 1920 pour s'établir à 158 points en 1922, à un niveau inférieur de 6 points à l'indice du coût de la vie. En 1923/24, elle est de nouveau légèrement supérieure au coût de la vie, puis recommence à baisser à partir de ce moment. En 1926, elle évolue au-dessous de toutes les autres courbes. Après 1929, elle fait de nouveau une chute brusque qui l'amène à 90 points en 1934/35, c'est-à-dire à un chiffre inférieur à celui de 1914. Pendant les vingt années sur lesquelles porte cette étude, deux autres indices ont atteint un niveau plus bas que celui de 1914: celui des salaires réels (83 points en 1918) et celui des actions (69 points en 1921).

La montée enregistrée à partir de 1936 est avant tout une conséquence de la dévaluation, qui a provoqué un renchérissement des marchandises importées.

La forte ascension constatée depuis 1939 (à l'exception de la courbe des salaires nominaux, celle des prix du commerce de gros s'établit de nouveau au-dessus de toutes les autres en 1941) est due avant tout à l'augmentation considérable des frais de transport des produits en provenance d'outre-mer.

Pendant la guerre actuelle, le mouvement de l'indice des prix de gros est assez semblable à celui enregistré de 1914 à 1918: il monte très rapidement. En 1943, au cours de la cinquième année de guerre, il s'inscrit légèrement au-dessous du niveau atteint en 1917, quatrième année du conflit.

7. Indice des prix agricoles.

Cet indice évolue parallèlement à celui des prix de gros, bien que ses fluctuations soient moindres. Le lecteur trouvera en annexe

les chiffres y relatifs. Les prix agricoles, après avoir atteint 255 points en 1918, passèrent à 267 points en 1919 (commerce de gros: 293); ce maximum dépassait de 45 points l'indice du coût de la vie. Cet état de choses provoqua un très fort renchérissement de la propriété foncière et des exploitations agricoles. Mais cette «haute conjoncture» n'était que passagère! En 1922, l'indice des prix agricoles, après une chute de 115 points, s'établissait à 152, ouvrant l'ère du surendettement agricole. De même que les prix de gros, ceux des produits agricoles continuèrent de baisser pendant la période de prospérité industrielle de 1924/30. En 1928, c'est la fameuse marche sur Berne et la protestation des paysans suisses devant le Palais fédéral. A partir de ce moment, la courbe remonte lentement; en 1930 (154), elle rattrape presque celle du coût de la vie, qui avait fléchi de 11 points depuis 1924. Dès lors, l'évolution des deux indices est parallèle, celui des prix agricoles s'inscrivant en permanence à un niveau légèrement inférieur, pour tomber à 110 points en 1935 (18 points au-dessous de l'indice du coût de la vie et 20 points au-dessus de l'indice — le plus bas que nous ayons enregistré depuis 1914 — des prix de gros). En 1942, l'indice des prix agricoles dépasse de peu celui du coût de la vie; il est plus élevé de 18 points que celui de l'année «normale» 1924, où les deux courbes s'établissaient presque à la même hauteur. Sans l'intervention du contrôle des prix et les mesures prises pour freiner la spéculation foncière, les prix se seraient probablement alignés sur ceux de 1918 et 1919.

Les trois indices: coût de la vie, produits agricoles et commerce de gros se meuvent de manière presque parallèle. De 1925 à 1940, c'est l'indice du coût de la vie qui accuse la montée la plus forte et celui des prix de gros la plus basse; la courbe des produits agricoles prend une position intermédiaire.

8. Les salaires.

Rappelons tout d'abord que nous manquons d'une statistique complète des salaires; les statistiques dont nous disposons aujourd'hui ont tout au plus la valeur de sondages. La revendication des organisations syndicales, qui demandent une statistique générale des salaires, est parfaitement justifiée.

a) Les *salaires nominaux* sont calculés sur la base des gains horaires des ouvriers et ouvrières qualifiés, semi-qualifiés et des manœuvres dans 17 industries. Les salaires des contremaîtres, des chefs d'équipe, des jeunes gens, de même que ceux de toutes les autres catégories de salariés ne sont pas compris dans ces calculs (gain de 1913 = 100). L'annuaire statistique de la Suisse de 1914 ne donne aucune indication.

b) Les *salaires* réels varient selon les fluctuations du pouvoir d'achat des salaires nominaux. L'Office fédéral de l'industrie, des

arts et métiers et du travail calcule le salaire réel sur la base des indices des salaires nominaux et du coût de la vie:

$$\frac{\text{indice du salaire nominal} \times 100}{\text{indice du coût de la vie}} = \text{indice du salaire réel}$$

Lorsque les indices du salaire nominal et du coût de la vie s'établissent au même niveau, l'indice du salaire réel s'inscrit à 100; en d'autres termes, il n'accuse aucune modification par rapport à 1913. Mais cette méthode de comparaison est relative; elle ne permet pas toujours de serrer de près la réalité. Comme nous le montrerons par divers exemples, il se peut qu'à des époques successives les possibilités d'épargne varient, bien que l'indice du salaire réel reste stable.

De 1913 à 1918, la montée du coût de la vie a été supérieure de 34% à celle des salaires nominaux; en conséquence, l'indice du salaire réel est tombé à 83 en 1918. Cet état de choses a été l'une des causes de la grève de 1918. A partir de ce moment, on enregistre une forte augmentation des salaires nominaux, dont l'indice atteint le maximum de 265 points en 1921, malgré le chômage considérable enregistré à ce moment. Le revenu nominal baisse de 27 points en 1922 et de 9 points en 1923. Dès 1920, le coût de la vie baisse. La chute des prix de 1922 est plus forte (de 9 points) que le recul du salaire nominal. De 1918 à 1922, l'indice du salaire réel passe de 83 à 148, en augmentation de 63 points. En 1921, l'évolution des diverses courbes apparaît contradictoire: En effet, conformément à la loi de l'offre et de la demande, l'accroissement du nombre des personnes en quête d'emploi aurait dû avoir pour résultat une baisse des salaires; or, on constate qu'ils ont continué d'augmenter. L'explication de cette contradiction «théorique» doit être recherchée dans le fait que la statistique du chômage englobe tous les chômeurs, tandis que l'indice des salaires ne tient compte que du revenu des ouvriers encore occupés. Si les salaires de ces ouvriers ont été non seulement maintenus, mais améliorés, c'est parce que la loi de l'offre et de la demande n'a pas été le seul élément de la formation des salaires; un autre facteur, dynamique celui-là, a joué un rôle: *l'influence des organisations syndicales.*

Pendant la période de conjoncture qui a suivi la première crise, les salaires nominaux ont été légèrement améliorés. En revanche, les salaires réels ont considérablement augmenté ensuite de la baisse du coût de la vie intervenue depuis 1925.

De 1931 à 1937, on enregistre un nouveau fléchissement des salaires nominaux, suivi d'un redressement de 57 points jusqu'en 1942 (278). Mais les prix ayant plus fortement reculé que les salaires nominaux, l'indice du salaire réel atteignit un maximum de 178 points en 1933 pour tomber — après une reprise passagère — à 155 points en 1940 et pour s'établir approximativement au niveau du coût de la vie. Malgré la montée de 24 points de l'indice du

salaire nominal enregistrée de 1938 à 1941, l'indice du salaire réel, la hausse du coût de la vie ayant été plus forte, recula de 24 points également. De 1941 à 1942, il a été possible de maintenir les salaires réels bien que la montée de l'indice du coût de la vie ait été de 19 points; pendant la même période, le salaire nominal a passé à 278 en augmentation de 27 points. En 1942, le salaire réel était de 34 points au-dessous du niveau de 1933, l'année où le rapport entre le coût de la vie et le revenu nominal a été le plus favorable, pour les ouvriers occupés, il va sans dire.

Il conviendrait encore d'examiner les relations entre le salaire réel et le standard de vie, c'est-à-dire avec la part du revenu qui peut être consacrée aux dépenses culturelles. Disons simplement que le besoin, toujours plus profondément senti, de participer plus fortement à la vie de l'esprit et d'organiser humainement les loisirs, exige une augmentation du salaire réel.

On ne peut interpréter de manière satisfaisante les mouvements de l'indice du salaire réel que lorsque l'on connaît exactement ce que le gain permet de se procurer. Admettons, par exemple, que le salaire hebdomadaire nominal soit de 100 francs et que cette somme permette de se procurer tous les biens et les services strictement nécessaires à un niveau de vie minimum. On dira alors que le salaire réel, le salaire nominal et l'indice du coût de la vie s'établissant à 100 points, s'inscrit, lui aussi, à 100.

En partant de cette base, nous pouvons constater qu'une augmentation du salaire réel, en admettant que le standard de vie reste le même, permettra de faire des économies. Mais dès que le salaire réel tombe au-dessous de ce minimum de 100, le ménage doit s'endetter ou demander une aide extérieure.

Les possibilités d'épargne ou la nécessité de secours n'augmentent ou ne diminuent cependant pas d'une manière strictement proportionnelle aux modifications du salaire réel. En admettant que l'indice du salaire réel reste stable, les possibilités d'économie sont d'autant plus grandes que l'indice du salaire nominal s'inscrit à un niveau plus élevé au-dessus du coût de la vie. Inversément, la nécessité de recourir à une aide extérieure est d'autant plus marquée que l'indice du coût de la vie dépasse plus fortement celui du salaire nominal. Exemples:

1. Indice du salaire nominal	= 100	Le salaire reste stable et les prix baissent; pour maintenir mon standard de vie, je n'ai besoin que de 50 francs.
Indice des prix	= 50	
Indice du salaire réel	= 200	
Economie de	Fr. 50	
2. Indice du salaire nominal	= 200	Le salaire augmente, les prix restent stables; pour maintenir mon standard de vie, je n'ai besoin que de 100 francs.
Indice des prix	= 100	
Indice du salaire réel	= 200	
Economie de	Fr. 100	

3. Indice du salaire nominal	= 50	Le salaire baisse et les prix restent stables; pour maintenir mon standard de vie, il me manque 50 francs.
Indice des prix	= 100	
Indice du salaire réel	= 50	
Déficit de	Fr. 50	
4. Indice du salaire nominal	= 100	Le salaire reste stable et les prix augmentent; pour maintenir mon standard de vie, il me manque 100 francs.
Indice des prix	= 200	
Indice du salaire réel	= 50	
Déficit de	Fr. 100	

Les salaires nominaux et réels ne sont calculés que sur la base des revenus des ouvriers occupés dans 17 industries. Pour connaître exactement le standard de vie de l'ensemble des salariés, il faudrait connaître les gains de l'ensemble. Les «estimations» de l'Office fédéral de statistiques sur la structure du revenu national nous permettent cependant de nous faire une idée approximative du niveau de vie de la population travailleuse. A titre d'exemple, examinons la situation de 1929, l'année où les courbes du «salaire réel» et du «coût de la vie» se rapprochent sensiblement:

Revenu des salariés	4675 millions de francs
Revenu des personnes indépendantes (provenant du travail et du capital)	2200 millions de francs

Le nombre des salariés étant de 1,513,976 et celui des personnes indépendantes de 428,650, le revenu mensuel moyen des premiers peut être évalué à 260 francs et celui des seconds à 425 francs.

9. Les grèves.

La plupart des grèves concernant l'industrie du bâtiment et cette activité n'occupant que 113,000 ouvriers ou 8,7% des personnes occupées dans les divers groupes économiques (sans l'agriculture), nous avons renoncé à reproduire la courbe des jours perdus pour cause de grèves, et cela d'autant plus que les grèves qui éclatent dans les divers groupes économiques ne sont pas coordonnées. Nous renvoyons le lecteur aux chiffres figurant en annexe.

Ces chiffres permettent certaines conclusions. C'est en 1930 que nous enregistrons le maximum (265,000) de jours perdus pour cause de grève (l'annuaire de statistique ne les mentionne qu'à partir de 1927). Etant donné qu'à ce moment le salaire nominal et le salaire réel étaient en augmentation, ces grèves sont l'expression de la lutte menée par les travailleurs pour accroître leur part du revenu national, puis, ultérieurement, pour défendre leurs salaires, dont la chute rapide de l'indice des actions, signe avant-coureur de la crise, annonçait la baisse. Celle-ci était devenue effective en 1932, comme le montre l'indice du salaire nominal. Cette année-là, le nombre des jours perdus par suite de grève atteignit 158,000 bien que la baisse des prix ait eu pour corollaire un relèvement constant du salaire réel.

Les grèves de 1937 (115,000 journées perdues) s'expliquent par le niveau très bas atteint par les salaires réels et par les salaires nominaux. D'une manière générale, on constate que les mouvements de grève sont régulièrement suivis d'une augmentation du salaire réel, encore que cette hausse ne soit pas due principalement à cette cause, mais avant tout aux pourparlers entre les employeurs et les organisations syndicales.

Nous pouvons donc conclure que la solidarité des travailleurs groupés dans les syndicats modifie l'automatisme de la loi de l'offre et de la demande. La cohésion et l'action des consommateurs et des bailleurs de fonds peuvent aboutir au même résultat dans le domaine de la formation des prix. La lutte que mènent les consommateurs pour obtenir le prix le plus bas, le commerce pour s'assurer la plus grande marge de bénéfice possible, le capital, les industriels et les travailleurs pour augmenter leur part des résultats financiers de la production, influence souvent de telle sorte, dans une économie libre, le jeu de la loi de l'offre et de la demande, que l'Etat, qui vise à l'intérêt général, doit parfois intervenir pour régler le mécanisme.

10. Les subventions.

Nous n'avons tenu compte, tout en mentionnant le montant global des subventions fédérales, que des principales d'entre elles. Elles ont totalisé 50,5 millions de francs en 1918 et 92,9 millions de francs en 1919; la plus grande partie de ces sommes a été absorbée par la politique sociale. Cet état de choses, de même que le renchérissement, le niveau bas des salaires réels et la chute de l'indice des actions permettent de conclure que, malgré le niveau élevé des exportations, nombre d'ouvriers avaient un salaire bas ou encore n'avaient pas de travail. A ce moment, l'annuaire de statistique n'indiquait pas encore les chiffres du chômage.

En 1922, le nombre des chômeurs atteint un maximum, les prix tombent et les subventions fédérales absorbent 166,9 millions de francs (dépenses de politique sociale 84,6 millions, agriculture 40,5 et ravitaillement en blé 9,2). Pendant la période de conjoncture qui a suivi, les subventions ont nettement diminué.

C'est en 1936, pendant la seconde crise, qu'elles ont atteint le chiffre le plus élevé avec 261,2 millions de francs. Ensuite du surendettement, la part de l'agriculture avait considérablement augmenté par rapport aux années précédentes (62,5 millions en 1934 et 65,2 millions en 1935), dépassant même les dépenses de politique sociale; celles-ci, bien qu'elles se soient amplifiées en regard des années de conjoncture, étaient cependant inférieures aux subventions accordées avant et pendant la première crise. Les subventions pour le ravitaillement en blé — dont les paysans bénéficiaient des trois quarts environ — ont également fortement augmenté; elles ont atteint de 34 à 35 millions de francs de 1934 à 1936. En 1935, les subventions à l'agriculture, y compris celles

destinées à soutenir le prix du blé, se sont élevées à 100 millions de francs, alors que les dépenses de politique sociale n'ont pas dépassé 53,1 millions de francs. Les subventions à l'industrie, au commerce et aux transports (création de possibilités de travail, réadaptation professionnelle des chômeurs, etc.) ont absorbé 25,1 millions de francs en 1934 et 55 millions en 1936. Après la dévaluation, le total des subventions diminua sensiblement (de 84 millions de francs); celles affectées au commerce, à l'industrie et aux transports retombèrent au niveau normal. Bien que l'effectif des chômeurs ait diminué de 31,000 de 1937 à 1939, on constate une nouvelle augmentation des subventions, en 1938 et 1939 notamment — dont la plus grande partie est absorbée par l'agriculture et le ravitaillement en blé. A partir de ce moment, malgré la forte montée des prix, le total des subventions diminue. Il est vrai que le chômage était retombé au niveau de 1920 et que nombre de travailleurs étaient mobilisés. Le renchérissement des produits agricoles a eu pour corollaire une réduction des subsides à l'agriculture.

11. La circulation monétaire.

La hausse du coût de la vie enregistrée de 1913 à 1919 a été accompagnée d'un accroissement du volume des billets en circulation de 316 à 1036 millions de francs. Si, par la suite, il n'a pas diminué proportionnellement aux prix, c'est parce que l'aggravation du chômage a exigé une forte augmentation des subventions. Pendant la période de conjoncture, le total des billets de banque en circulation s'est tenu au-dessous d'un milliard, niveau qu'il a dépassé en 1930 pour atteindre 1600 millions en 1931, et cela malgré la baisse des prix; en revanche les salaires et les subventions avaient augmenté. De 1932 à 1937 — bien que les subventions restent élevées —, la courbe suit approximativement le fléchissement des prix et des salaires qui exigent moins de numéraire; le volume en circulation suffit pour couvrir les fortes subventions. Nous avons la situation caractéristique des périodes de crise: une partie des billets affectés autrefois au paiement de travaux productifs sont consacrés au versement de secours.

De 1937 à 1939, la circulation monétaire a passé de 1531 à 2050 millions de francs; sa progression a été nettement plus rapide que celle des prix et des salaires. Ce phénomène est dû aux dépenses nécessitées par les armements et à la thésaurisation. De 1939 à 1943, la somme des billets passe de 2050 à 2637 millions de francs; elle est accompagnée d'une très forte hausse des prix et des salaires.

12. Conclusions.

Quelle sera l'évolution ultérieure des indices? Nous l'ignorons. Elle dépend de la durée de la guerre et des conflits économiques qui suivront. Le communiste demande une dictature économique;

le socialiste veut que l'économie soit plus démocratique et que des mesures de l'Etat en préparent la socialisation. Quant au partisan de l'économie franche, il considère que l'argent joue dans l'économie le même rôle que le sang dans l'organisme humain. Pour lui, l'économie est saine dans la mesure où la circulation monétaire est normale. Quant aux tenants de l'économie capitaliste pure, ils préconisent la restauration intégrale de l'économie privée.

Nous ne savons pas de quoi demain sera fait. Mais nous pouvons dire néanmoins que le meilleur des systèmes économiques est celui qui permet d'améliorer et de porter à leur optimum les conditions d'existence non seulement de la population d'un pays donné mais de l'humanité tout entière. C'est pourquoi les efforts des hommes de bonne volonté doivent être coordonnés sur le plan national et international.

Annexe.

Année	Chômeurs en milliers moyenne annuelle	Indice du salaire nominal gain horaire	Indice du salaire réel gain horaire	Jours perdus en milliers	Circulation monétaire en millions de francs à la fin de chaque année
1913	—	*100*	100	—	*314*
1914	—	—	—	—	456
1915	—	—	—	—	466
1916	—	—	—	—	536
1917	—	—	—	—	702
1918	—	170	*83*	—	976
1919	—	223	101	—	1036
1920	*6*	259	116	—	1023
1931	24	249	166	74,0	1609
1932	55	237	171	*157,9*	1613
1933	68	233	*178*	64,4	1510
1934	66	229	177	33,3	1440
1935	83	225	175	15,1	1366
1936	*93*	221	169	25,7	1482
1937	71	221	162	115,4	1531
1938	66	227	166	16,3	1751
1939	40	228	165	4,0	2050
1940	16	233	155	*1,5*	2273
1941	11	251	144	14,3	2377
1942	11	*278*	144	4,0	2337
1943	8	—	—	12,0	*2637*

* Chiffres soulignés = minimas et maximas.

Année	Indice du coût de la vie	Indice des prix agricoles payés aux producteurs	Indice des prix de gros moyenne annuelle	Indice des actions moyenne annuelle	Exportations en millinos de francs
1913	—	104	—	—	1376
1914	100 (juin)	100	100 (juillet)	179	1187
1915	113	—	124	—	1670
1916	131	—	160	—	2448
1917	163	—	210	—	2323
1918	204	255	283	150	1963
1919	222	*267*	*293*	107	*3298*
1920	*224*	255	285	76	3277
1921	200	222	200	*69*	2140
1922	164	152	158	88	1762
1923	164	163	170	99	1760
1924	169	170	171	107	2070
1925	168	167	160	112/134	2039
1926	162	154	145	155	1836
1927	160	146	142	183	2023
1928	161	151	145	*208*	2133
1929	161	147	141	197	2098
1930	158	154	126	183	1762
1931	150	138	110	146	1349
1932	139	120	96	101	*801*
1933	131	118	91	113	852
1934	130	112	90	117	844
1935	*128*	*110*	*90*	104	822
1936	130	119	96	119	882
1937	137	125	111	174	1286
1938	137	126	107	189	1317
1939	138	126	111	166	1298
1940	151	144	143	146	1316
1941	174	176	184	166	1463
1942	193	198	210	187	1572
1943	203	—	218	186	—

* Chiffres soulignés = minimas et maximas.

Année	Subventions Total en millions de francs	Politique sociale en millions de francs	Agriculture en millions de francs	Ravitaillement en blé en millions de francs	Industrie, commerce et transports en millions de francs
1913	24,8	*0,5*	*4,4*	—	—
1914	21,5	1,1	4,9	—	—
1915	19,4	—	—	—	—
1916	18,6	—	—	—	—
1917	26,9	—	—	—	—
1918	50,5	31,1	5,4	*0,1*	—
1919	92,6	65,5	7,9	0,1	—
1920	95,3	59,1	13,8	0,1	—
1921	103,5	54,6	19,2	4,4	—
1922	166,9	*84,6*	40,5	9,2	—
1923	115,3	53,5	13,1	16,9	—
1924	80,9	33,0	9,8	6,7	—
1925	93,5	40,9	9,6	6,3	—
1926	80,3	24,6	10,6	8,8	—
1927	71,1	19,1	9,3	7,2	—
1928	76,6	20,6	9,4	11,7	*1,7*
1929	81,5	19,5	14,0	5,7	3,2
1930	100,8	21,7	18,0	16,4	2,3
1931	126,8	33,2	19,2	17,1	8,9
1932	145,9	43,9	23,9	21,9	4,9
1933	182,6	56,6	48,8	24,2	6,8
1934	245,8	53,9	62,5	*35,0*	25,1
1935	219,7	53,1	*65,2*	33,6	4,7
1936	*261,2*	63,8	43,6	34,1	*55,0*
1937	177,2	54,8	37,3	22,8	5,2
1938	196,1	59,6	48,0	20,8	6,2
1939	231,0	60,6	59,9	30,2	11,6
1940	168,7	40,2	26,6	25,9	15,1
1941	131,5	33,4	5,8	19,2	12,3

* Chiffres soulignés = minimas et maximas.